lutte ouvrière

N° 502 — Mercredi 1er mars 1978 — Quotidien — Prix : 0,50 F

# Les deux langages de Georges Marchais

Depuis une bonne semaine, Marchais comme Mitterrand semblent avoir mis au point l'avant-dernière figure de leurs pas-de-deux. La querelle de la gauche n'est plus ce qu'elle était. Finis les coups de théâtre successifs. Si la tactique du PCF consistait jusqu'alors à souffler successivement le chaud et le froid, il s'agit maintenant d'être chaud et tiède tout à la fois. Tout en tenant à l'ensemble des travailleurs un langage radical et populaire, Marchais multiplie simultanément les appels à Mitterrand en rappelant en toutes occasions, comme il vient de le faire lors d'une interview à l'Agence France-Presse, qu'il est disponible, nuit et jour pour la négociation.

De son côté, si Mitterrand garde à l'égard du Parti Communiste un ton hautain et distant, sur le fond lui aussi est prêt à reprendre la négociation, sur le terrain précis qui intéresse véritablement les deux partis, celui des désistements pour le second tour, et surtout celui de la composition de l'éventuel gouvernement de gauche. Pierre Mauroy, le second de Mitterrand au Parti Socialiste, l'a dit dans le quotidien Le Matin et l'a rappelé sur les Antennes d'Europe N° 1 : le PS est prêt entre les deux tours à négocier les désistements réciproques entre les deux formations ainsi qu'à se mettre d'accord sur une déclaration commune. Il repousse toujours la négociation sur le programme, pour après le second tour. Mais le programme dans toute cette histoire n'a jamais été qu'un prétexte pour les deux partenaires rivaux.

Le cadre de la réconciliation entre les deux partis est donc fixé. Et de la polémique, il ne reste, en gros, plus que l'air.

En réalité, il s'agit pour les deux partis, dans le sprint final de la course aux voix, de faire le plein de leur électorat respectif, tout en le préparant à une réconciliation-express au lendemain même du premier tour. Et ces deux exigences sont particulièrement contradictoires et périlleuses en ce qui concerne le Parti Communiste. Cela l'amène à tenir simultanément un double langage, résumé par les deux slogans suivants : « Faire payer les riches » d'une part, et « Voter communiste le 12, c'est la discussion le 13 et c'est la victoire le 19 » d'autre part.

Le premier de ces slogans résume un langage radical, qu'on n'avait pas entendu depuis longtemps de la part du PCF et qui s'adresse non seulement à ses militants mais, au-delà, aux larges couches de la population laborieuse du pays, pour qui les accents les plus virulents de la querelle restaient incompréhensibles.

Et au moment même où Marchais semble trouver qu'il serait grand temps d'en terminer avec cette querelle, il se risque à trouver des accents combatifs et à tenter de remporter le maximum de suffrages par des paroles hardies, même si elles restent générales, à l'intention des petites gens, de la jeunesse et de tous les travailleurs. Et l'écho immédiat que ces paroles ont trouvé témoigne des réserves de combativité et du solide instinct de classe des travailleurs de ce pays.

A Valence, dans un discours à la jeunesse, Marchais déclarait lundi 27 février que, devant « le système de Giscard, Barre, Chirac, celui des riches et des patrons, il y a deux solutions : ou l'accepter ou le combattre. On n'aura rien sans la lutte. Ni aujourd'hui, ni demain. Cette fois-ci on peut battre les riches, les privilégiés et leurs commis politiques. Cette fois-ci on peut en finir avec la politique politicienne, avec les combines des grands affairistes et avec la bureaucratie d'un Etat qui est à leur service ». Voici un fier langage, qui parle en effet aux sentiments légitimes d'indignation contre l'injustice de tous les opprimés, les spoliés, les laissés-pour-compte et les exploités.

Seulement, quand Marchais dit-il la vérité, et quand ment-il ? Quand il prétend qu'on peut en finir avec la politique politicienne, les combinards et les affairistes ? Ou quand il prône les combinaisons parlementaires avec des politicards revenant de la IVe République comme Mitterrand ? Quand il dit qu'il faut se battre ? Ou quand il prétend qu'il suffira, pour faire payer les riches, de sept ministres communistes, minoritaires dans un gouvernement dirigé par Mitterrand, où ils n'auront le choix que de se soumettre ou de se démettre ? Et comment compte-il en finir avec la bureaucratie d'Etat, quand il prévoit par avance un Etat aussi cher que celui de Barre, qui devra maintenir la force de frappe, l'arme nucléaire, quand il veut augmenter le budget militaire après avoir constaté « la faiblesse des moyens militaires conventionnels français » ?

A quels « riches » s'en prendra l'Etat de Mitterrand et de Marchais ?

(Suite page 2)

## JEUDI 2 MARS
## ARLETTE LAGUILLER
### sera la porte-parole de Lutte Ouvrière à la radio et à la télévision

Dans le cadre des émissions électorales à la télévision et à la radio, LUTTE OUVRIERE est programmé le jeudi 2 mars.

Notre camarade Arlette LAGUILLER n'aura que sept minutes pour s'adresser à tous, puisque sept minutes, c'est le temps d'antenne accordé aux formations qui présentent plus de 75 candidats mais n'ont pas de représentants au Parlement. Le tirage au sort a fait que cette émission se situe parmi les premières.

Arlette LAGUILLER s'adressera aux électeurs aux alentours de 20 h 40, sur les trois chaînes de télévision et à la radio nationale (France-Inter). Elle parlera après les émissions (9 minutes chacune) consacrées aux formations de la majorité et de l'opposition, qui commencent à 20 h 30.

Ne le manquez pas et organisez, partout où c'est possible, des écoutes collectives !

### Le jeudi 2 mars à RTL

Le jeudi 2 mars sur RTL, à 8 h 30, le matin, vous pourrez écouter et faire écouter notre camarade Arlette Laguiller, qui sera interviewée par Jean-Marie Cavada dans le cadre de l'émission intitulée : Gros plan.

## L'UDF A LA RECHERCHE D'UNE TETE PRESENTABLE

L'UDF (Union pour la Démocratie Française), qui regroupe les formations qui dans la majorité actuelle se réclament de Giscard, ne semble pas fière de ses têtes politiques ni de sa politique. C'est ainsi qu'elle vient d'annoncer, dans un communiqué à la presse, que ce serait pas Jean-Pierre Soisson — secrétaire du Parti Républicain — qui la représenterait dans le cadre de l'émission télévisée de sa campagne officielle de mercredi. A sa place, on fera parler Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'Etat à la Condition féminine, puis à la Culture.

Il est vrai que les apparitions de J.-P. Soisson à la télévision n'ont pas de quoi séduire les téléspectateurs. Il est vrai encore que la politique de ces hommes-là n'a pas de quoi attirer les électeurs. C'est pourquoi sans doute les giscardiens préfèrent faire vendre leur marchandise par des femmes qui, tout en participant au gouvernement, comme Simone Veil lundi soir, ou en y ayant participé, se présentent comme n'étant pas liées à tel ou tel parti de la majorité. La ficelle est un peu grosse. Car ce qui est repoussant, ce n'est pas la tête de Soisson, quoi qu'on puisse en penser, mais la politique que mènent ces hommes... et ces femmes du gouvernement.

## L'ouvrière du RPR

Dans son émission électorale du mardi 28 février, le RPR a voulu montrer son visage social. Mal lui en a pris, car le spectacle qu'il nous a offert a permis de voir — ce qui n'est certes pas une révélation — que les gens de ce parti n'ont pas grand-chose de commun avec les travailleurs.

On nous a montré une ouvrière de la région de Cholet, gagnant plus de 3.000 F. Ce n'est certes pas le Pérou. Mais pourquoi ne nous a-t-on pas montré une de ces femmes qui, dans cette région de Cholet-Angers, justement, touchent tout juste le SMIC actuel, c'est-à-dire moins de 1.800 F ?

Quant à la participation dont a parlé cette ouvrière chiraquienne, elles peuvent en parler, les ouvrières de la chaussure ou du textile de cette région : la « participation », pour elles, ce sont les cadences, les « coups de gueule » des chefs, la précarité d'un travail saisonnier. Et cela n'est pas seulement vrai pour la région de Cholet, c'est vrai pour toutes les régions de France, où le travail féminin, pour celles qui peuvent en trouver, est synonyme de surexploitation.

Chirac, l'ami de Dassault et des milliardaires, a pu trouver une ouvrière pour vanter sa camelote, ou du moins tenter de le faire, car la cause était perdue d'avance. Rien d'étonnant à cela ! Quand on est un travailleur salarié, on n'est pas le mieux placé pour se faire l'avocat des milliards pour les capitalistes et du SMIC à moins de 2.400 F pour ceux de sa classe.

# Giscard, un président selon le cœur de la gauche

De l'intervention de Giscard sur TF 1 lundi dernier, quelques heures avant l'ouverture de la campagne officielle sur les ondes, **le Matin**, le quotidien qui soutient le Parti Socialiste, n'a retenu qu'un aspect : celui d'un président de la République qui essayait, le temps de la campagne électorale, d'apparaître au-dessus de la mêlée.

Certes, c'est bien ainsi qu'a voulu paraître Giscard, le temps d'une interview... avant d'aller se faire un peu de publicité pour la droite auprès des ex-harkis de Bormes-les-Mimosas.

Mais **le Matin**, lui, en rajoute : « **Le chef de l'Etat a de toute évidence le souci de ménager l'avenir en toute hypothèse.** (...) **Déjà** (...) **il avait indiqué sa volonté d'appliquer normalement la loi constitutionnelle, avec une majorité de gauche. L'intervention d'hier peut être considérée comme la confirmation de cette volonté de respecter la décision des électeurs** ».

Finies les diatribes contre Giscard, chef de la droite. **Le Matin**, maintenant, lui demande de bien vouloir continuer à jouer le rôle d'un président de la République au-dessus des querelles de partis : « **Puisse cette modération durer jusqu'au soir du second tour des élections ! Car cette attitude correspond à coup sûr à celle que les Français attendent d'un président de la République dont l'une des missions essentielles est de maintenir l'unité nationale quelles que soient les circonstances** ».

La gauche l'a déjà dit et répété, Mitterrand l'a encore rappelé mardi midi sur TF 1 : même si elle est victorieuse aux élections, Giscard restera le président de la République. C'est la Constitution qui le veut, les dirigeants du Parti Socialiste ont dit qu'ils la respecteraient, les dirigeants du Parti Communiste aussi. Defferre, l'un des leaders du Parti Socialiste, a même rappelé il y a une quinzaine de jours que de toutes façons c'était à Giscard de décider que son Premier ministre serait Mitterrand, que c'était à Giscard d'entériner le choix des ministres que proposerait Mitterand.

Cela montre une chose : le Parti Socialiste sait que la politique qu'il va mener est compatible avec ce que peut accepter un Giscard au service des possédants. Or, si elle peut être acceptée par Giscard, c'est qu'elle sera conforme aux intérêts des possédants. Et dans ce cas, elle ne pourra qu'être opposée aux intérêts des travailleurs et des petites gens.

Mitterrand, durant la campagne, tient à apparaître comme adversaire résolu de la droite, mais il est prêt à composer avec son chef dès le 20 mars.

Les supplications du **Matin** à Giscard, de bien vouloir jouer le jeu et de ne pas compliquer la tâche de la gauche, au moins jusqu'aux élections, le confirment.

## QUI PERD PEUT GAGNER... EN TOUTE DEMOCRATIE !

Dans une interview accordée cette semaine à l'hebdomadaire **l'Express**, Raymond Barre évoque — en toute sérénité, bien sûr — la possibilité que la majorité sortante, tout en recueillant moins de voix au second tour que l'opposition, ait pourtant plus de sièges... et soit donc reconduite comme majorité gouvernementale.

Eh oui, en toute démocratie-style V^e^ République, c'est possible. Certains diront que c'est injuste, choquant. Mais Barre, lui, trouve cela très bien : « **Je ne vois pas pourquoi, dans un pays démocratique, les résultats du second tour ne seraient pas acceptés par tous... Ce qui compte, c'est le bon sens, c'est le résultat du deuxième tour et le nombre de sièges à l'Assemblée nationale. C'est la loi de notre régime électoral.** »

C'est en effet la loi de leur régime électoral, de leur scrutin majoritaire, qu'une majorité de gauche dans le pays puisse être « représentée » au gouvernement par une minorité de droite.

La Constitution de la V^e^ République a été explicitement fabriquée dans ce but.

Mais si on en juge par son insistance à le réaffirmer, Barre en tout cas semble déjà sûr que la droite est minoritaire dans le pays. Et il doit se dire aujourd'hui que De Gaulle a été bien trop timoré. Après tout, pourquoi s'être limité à annuler toute trace du scrutin proportionnel et à découper, sur mesure pour la droite, les circonscriptions ? Il aurait pu, dans son élan, mettre le deuxième tour avant le premier.

## LE PARTI REPUBLICAIN SE MET AU VERT... PALE

Le Parti Républicain (le parti de Giscard) met les bouchées doubles. A deux semaines du scrutin... il donne dans l'écologisme le plus effréné. C'est ainsi qu'il a annoncé, d'un seul coup, la création d'un comité interministériel pour l'application de la charte de la vie, la création d'un service militaire écologique (verra-t-on Bigeard avec des petites fleurs dans les oreilles et des feuilles dans le nez ?), la création d'un conservatoire de la forêt. Malheureusement, les arbres poussent bien moins vite que les promesses, et bien peu d'électeurs auront le loisir de voir ce que donnent les graines semées par le PR. Il propose d'autre part la création de pistes cyclables et de parcours de moto-cross.

Mais, est-ce un oubli ? Il n'a proposé ni de supprimer les Mirage IV de l'armée de l'air, qui pourtant consomment en six heures de vol l'oxygène que produit un hectare de forêt en un an, ni de renforcer les mesures qui réglementent les pollutions des grosses entreprises industrielles. Il n'a pas proposé d'arrêter le programme nucléaire. Comme on peut voir, la couche de vert dont s'est badigeonné le PR est bien mince. Mais pour deux semaines... c'est bien suffisant.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire n° 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

*Personnes âgées*

# La droite se moque d'elles, la gauche oublie ses promesses

**Lundi soir, à la télévision, pour prouver que le gouvernement avait fait vraiment beaucoup pour les plus défavorisés, Simone Veil a évoqué, entre autres, l'augmentation du minimum vieillesse. Il aurait doublé en quatre ans. Les personnes âgées n'auraient donc pas à se plaindre, même si leur situation n'est pas encore parfaite. Elle est « en progrès », nous a dit le ministre de la Santé, qui n'appartient à aucun parti... mais fait la propagande électorale de l'UDF. Mais quel est donc le montant de ce minimum vieillesse si largement augmenté ? Ce sont les 916 F par mois, soit 30 F par jour, annoncés par Giscard en décembre.**

**Voilà un bel exemple du mépris des représentants de la droite pour les petites gens. Comment oser dire qu'il est possible de vivre avec 900 F par mois ? Comment oser parler de « progrès », quand on sait que, sur les 7 millions de personnes âgées de plus de 65 ans, 2 millions doivent se contenter de ce minimum de misère ?**

**Au moment même où elle cherche à piper leurs voix, la droite se moque ouvertement des vieux travailleurs. Mais les partis de gauche — qui pourtant dénoncent bien fort leur sort — ne font guère mieux.**

**Le Parti Socialiste et le Parti Communiste ont en effet bel et bien abandonné, dans leurs réactualisations respectives, une promesse contenue dans le Programme commun de 1972 : l'engagement de porter le minimum vieillesse au niveau du SMIC.**

**Aujourd'hui, tous deux se contentent de proposer un minimum vieillesse égal à 1 300 F par mois et qui, par augmentations successives, devrait atteindre 70 ou 80 % du SMIC.**

**C'est là un retournement qui montre bien que le Parti Socialiste et le Parti Communiste ne sont pas prêts à vraiment défendre les pauvres, s'ils sont demain à la tête du gouvernement. Ils sont beaucoup moins avares quand il s'agit de promettre de dépenser l'argent de l'Etat à financer la bombe atomique, l'armée, ou à indemniser les gros capitalistes dont ils nationaliseront les entreprises.**

**Bien sûr, les partis de gauche promettent aussi d'avancer l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et ceux qui effectuent des travaux pénibles. Mais que veut dire l'avancement de l'âge de la retraite, si la retraite, c'est la misère ? Quant à l'augmentation générale des retraites et pensions, qui devraient atteindre rapidement 75 % du salaire annuel moyen des dix meilleures années, quelle garantie a-t-on que les partis de gauche ne la remettront pas en cause, une fois au gouvernement, comme ils ont remis en cause, avant même d'être au gouvernement, le minimum vieillesse ? Et ce ne sont pas les mesures d'assistance (prise en charge des frais médicaux à 100 %, multiplication des services rendus gratuitement aux personnes âgées) qui peuvent remplacer des ressources permettant de vivre décemment.**

**Alors, oui, le sort que la droite réserve aux personnes âgées, le mépris qu'elle montre dans sa démagogie électorale à leur égard, sont des raisons pour tous, pour les vieux travailleurs, qu'ils aient été artisans, ouvriers, petits commerçants ou agriculteurs, mais aussi pour les plus jeunes, de voter contre les candidats de la droite, quels qu'ils soient.**

**Mais le retournement du Parti Socialiste et du Parti Communiste sur le minimum vieillesse est aussi une raison pour tous de ne pas faire confiance à Marchais et à Mitterrand. Car sur combien de promesses concernant les travailleurs reviendront-ils demain ? Combien de temps leur faudra-t-il pour oublier complètement qu'ils s'engageaient à faire payer les riches et à défendre les pauvres ? Sûrement bien peu, puisqu'ils n'ont même pas attendu de gouverner pour mettre au vestiaire une revendication qui était susceptible de permettre à des millions de personnes âgées d'échapper au dénuement et au désespoir qu'il engendre.**

## LES DEUX LANGAGES DE GEORGES MARCHAIS

(Suite de la page 1)

**Est-ce que, par hasard, ce ne seront pas les petits commerçants, par exemple, qui auront peut-être la surprise d'être « riches » en ouvrant leur feuille d'impôts ou en voyant venir un beau matin un contrôleur du fisc enquêter dans leur arrière-boutique, pendant que les milliardaires de l'aéronautique ou du nucléaire prospéreront grâce aux commandes d'armements ?**

**Si Marchais appelait les travailleurs à faire payer les riches autrement que platoniquement, il ne compterait pas pour cette tâche-là sur un Mitterrand. Mais, même lorsqu'il s'en prend violemment à celui-ci, c'est quand même avec lui qu'il propose dans le même temps de s'allier.**

**Aux travailleurs, le langage de l'indignation ; à Mitterrand, les offres de services. Aux travailleurs, le langage de la lutte ; à Mitterrand, celui de la combine. Mais il faudra bien choisir un langage. Et si la gauche l'emporte le 19 mars, Marchais sera obligé de choisir vite.**

**Dimanche dernier, Marchais a cité un proverbe arabe :** « Si tu es trompé une fois, c'est la faute de celui qui t'a trompé. Mais si tu es trompé deux fois, c'est ta faute à toi ». **Au lendemain du 13 mars, on en sera à combien de fois ?**

**Les travailleurs, eux, ne doivent pas se laisser tromper. En votant le plus à gauche possible. En votant pour les candidats de LUTTE OUVRIERE, pour qui la formule** « faire payer les riches » **est autre chose qu'une formule platonique et démagogique, sortie à 15 jours des élections pour être rembaillée aussi vite le lendemain, et qui n'ont, ni n'auront pas deux langages, ni avant les élections, ni après.**